

Sophie Wilmès (MR)

«Didier Reynders ferait un bon ministre-président pour Bruxelles»

LES PHRASES CLÉS

«Le solde primaire s'améliore d'année en année. Nous pouvons être fiers du travail budgétaire accompli.»

«Il faut quand même reconnaître que nous travaillons au service des indépendants. Nier ce travail gigantesque, ce n'est pas correct.»

«L'équipe de campagne de la N-VA à Bruxelles, c'est le PS.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT ET BENOÎT MATHIEU

Jeudi, cinquième étage de la tour des Finances. Lumière vive. «Cela me change de mon ancien bureau sombre et de ses murs verdâtres», sourit Sophie Wilmès. Qui vante la vue sur le Botanique et les parcs à proximité, qu'elle arpente écouteurs aux oreilles.

Mais on n'est pas venus ici pour parler topographie. Elle est ministre du Budget, alors on démarre sur le budget. Logique. D'autant plus que le premier conclave de 2018 pointe le bout de son nez. C'est pour mars, et c'est une tradition. On sait que les chiffres ne sont pas définitivement arrêtés, mais en tant que ministre, peut-être sent-elle le vent venir? Le Fédéral devra-t-il fournir un effort important pour maintenir le budget 2018 sur les rails qui lui ont été fixés?

Elle sourit et, on le savait, botte en touche. Sophie Wilmès est du genre prudent. Ce n'est pas son style d'avancer un chiffre qui n'a pas été blindé de toutes parts. Histoire de ne pas relancer «la saga des chiffres». «Par le passé, on a eu à subir des évaluations externes au gouvernement, qui étaient plus négatives que la réalité.» Alors elle temporise. «Pour cela, nous attendons le rapport du Comité de monitoring, qui indiquera au gouvernement l'effort à réaliser, compte tenu des données qu'il aura récoltées et des hypothèses qu'il aura posées.» Et ce rapport est attendu pour... bientôt. N'espérez pas une date plus précise.

Puisque l'on parle d'effort, assume-t-elle l'abandon du retour à l'équilibre pour 2018, ce phare budgétaire qui avait pourtant été érigé au début de la législature? Elle assume. «L'équilibre n'est en rien un fétiche. J'ai toujours dit que notre démarche était double. D'un côté, un travail de réformes visant à la relance économique. Et de l'autre, l'assainissement budgétaire. L'un doit travailler avec l'autre, et pas l'un contre l'autre. L'équilibre pour l'équilibre n'a aucun sens, même d'un point de vue budgétaire. S'il ne s'accompagne pas d'une économie dynamique avec de la création d'emplois, il ne va pas rester longtemps en équilibre, votre budget!»

«Pas de leçons»

Cela étant, le travail n'est pas terminé, reconnaît-elle. Car si le délai s'est rallongé, l'objectif n'a guère changé: l'équilibre. «Il reste du pain sur la planche.» D'autant plus que d'elle-même, la situation a tendance à se dégrader. Toute seule, comme une grande. En cause,

évidemment, les pensions et le coût du vieillissement. Mais pas seulement. «Un seul exemple. Entre 2018 et 2019, le budget devra amortir pas moins de 600 millions liés aux avions militaires A400M commandés il y a quinze ans.»

Ce qui la ferait (presque) sortir de ses gonds, ce sont les piques lancées depuis l'opposition – socialiste, surtout. «Quand on fait des efforts, ils râlent. Quand on en fait moins, ils râlent. Nous n'avons pas de leçons budgétaires à recevoir de la part du PS.»

Du coup, elle sort graphiques et tableaux. Parce qu'elle ne supporte pas que l'on dise que si le budget va mieux, c'est uniquement, ou principalement, dû à la baisse des taux, rendant la charge de la dette plus supportable. C'est un fait: le bilan 2017 n'est pas mauvais du tout. «Fin janvier, nous avons reçu les chiffres. Le déficit nominal de la Belgique était de 1,13% du PIB – un chiffre jamais atteint depuis 2008.» La BNB est venue confirmer par après, parlant de 1,2% du PIB. «Les comptes ne sont définitivement clôturés qu'en avril. Je rappelle qu'en 2014, le déficit était de 3,1% et nous nous trouvons en procédure pour déficit excessif.»

Alors, c'est vrai. Les intérêts générés par la dette pèsent moins lourd, dans cet environnement de taux au plancher. «Mais cela n'explique pas tout. Ces dernières années, les recettes ont été stabilisées; elles pesaient 51,2% du PIB en 2017.» Et les dépenses hors charges d'intérêt ont été ramenées de 52,5% en 2013 à 49,7% en 2017, revenant au niveau qui était le leur en 2010. «Résultat, le solde primaire s'améliore d'année en année, et le tournant se situe en 2014. Nous pouvons être fiers du travail accompli!»

Un mot aussi sur les généreux dividendes versés par Belfius. Dont le Fédéral s'apprête à placer une partie en Bourse. Budgétairement, le gouvernement a-t-il fait le choix de privilégier la réduction de la dette à la perception de rentrées récurrentes? «C'est une réflexion à plusieurs tiroirs», argumente la ministre. Premier tiroir: «L'État n'a pas vocation à être actionnaire à 100% d'une banque». Mais pourquoi pas, au final, si cela fonctionne bien, comme cela semble être le cas? «Ce n'est pas son business. Nous sommes rentrés pour des raisons particulières, qui n'existent plus à l'heure actuelle.»

On pousse le raisonnement un pas plus loin. Pourquoi ne pas tout vendre? «Belfius, ce n'est pas comme BNP Paribas, où l'État n'a pas grand-chose à dire. C'est un bel outil et une société particulière pour notre État. L'objectif est de rester présent, mais à un moindre niveau, en mettant sur le marché 30 à 40% de la banque, afin de lui permettre de se déployer.»

Autre tiroir: la gestion de la dette. «Ce n'est pas la raison principale, mais il ne faut pas oublier que la dette dépasse toujours les 100% du PIB. Le produit de la vente peut servir à la faire diminuer, ce qui aura pour mérite de faire baisser le coût du financement, avec des répercussions positives sur le déficit. L'idée est de créer un cercle vertueux. N'oublions pas non plus que cela pèsera positivement dans l'établissement du rating belge par les agences de notation.»

«Un travail gigantesque!»

Dans la même veine, un mot sur la proposition de ses collègues libéraux flamands, qui veulent faire entrer la SFPI en Bourse. «La SFPI a un portefeuille hétérogène, je ne vois pas l'intérêt de cette proposition.» Et elle passe au volet fiscal. «Pour la prochaine législature, c'est vrai qu'on a cœur de travailler plus avant sur la simplification de l'impôt des personnes physiques. Le projet libéral, c'est d'alléger la fiscalité qui pèse sur le travail. Si nous avons la chance de pouvoir revenir dans un gouvernement fédéral, il est clair que nous voudrions avancer sur ce volet-là.»

On la titille sur le fait que ces libéraux, débarrassés des socialistes, auraient pu aller plus loin et plus vite. «Dire que l'on n'a pas fait assez, c'est faire fi de l'immense travail réalisé. Je ne demande pas qu'on nous jette des fleurs. Il nous reste beaucoup à faire mais que ce soit pour les indépendants, pour les PME, sur l'Isoc et le tax shift, on a abattu un travail gigantesque. Le tax shift, c'est une augmentation de pouvoir d'achat considérable pour les travailleurs, surtout pour les bas salaires. Augmenter le différentiel entre les

gens qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, cela a toujours été un cheval de bataille des libéraux.»

On agite alors sous le nez de la ministre le chiffon UCM. Classes moyennes qui ont récemment flingué le gouvernement. Et ça, quand on se pique d'être l'exécutif le plus en pointe pour les droits des indépendants, ça fait mal. «Ils formulent des remarques sur la réforme de l'Isoc, plus précisément le passage de 36.000 à 45.000 euros de la rémunération des dirigeants d'entreprise. Ce montant n'avait plus été indexé depuis 2007! Ensuite, il faut savoir que les experts voulaient augmenter ce plancher à 90.000 euros pour éviter les abus, mais on l'a maintenu à 45.000. Ça représente 750 euros brut en plus chaque mois pour le dirigeant. On essaye d'éviter les abus et notre proposition est raisonnable. Avec l'UCM, on doit poursuivre le dialogue; il y a encore un travail de pédagogie à effectuer, et sans doute dans les deux sens. Allez,

il faut quand même reconnaître que nous travaillons au bénéfice des indépendants, avec toute la panoplie de décisions que ce gouvernement a prises: 'zéro cotisation' pour le premier emploi, congé de maternité, baisse des cotisations personnelles ou encore hausse des pensions. Nier ce travail gigantesque juste parce qu'un point précis ne vous donne pas entière satisfaction, ce n'est pas correct», martèle Sophie Wilmès.

Socialistes et indépendants?

On lui dit que les socialistes certifient que le MR a bel et bien abandonné les indépendants. Elle s'agace. *«Quand j'entends les socialistes parler des indépendants, je ne sais pas si je dois rire ou pleurer. Faire semblant de défendre les indépendants aujourd'hui, alors qu'on connaît leur point de vue de toujours sur l'initiative privée, c'est essayer maladroitement de faire oublier leurs propres difficultés.»*

Outre sa casquette budgétaire, Sophie

Wilmès dispose aussi d'un couvre-chef de patronne du MR en périphérie bruxelloise. Campagne électorale oblige, les facilités linguistiques sont dans le collimateur de tous les partis flamands, rappelle-t-elle. *«On fait toujours croire aux francophones que le seul parti qui leur en veut, c'est la N-VA. C'est totalement faux. À Renaix, c'est un bourgmestre CD&V qui a fait voter une motion, suivie par tous les autres partis flamands dont Groen, pour supprimer les facilités. On sent bien que la campagne électorale va réveiller des appétits communautaires. Ce n'est pas grave, nous sommes prêts.»*

La N-VA est-elle le loup qu'on doit empêcher d'entrer dans la bergerie bruxelloise? C'est la question du moment. *«L'équipe de campagne électorale de la N-VA à Bruxelles, c'est le Parti socialiste et sa mauvaise gestion de la Région. C'est un slogan permanent pour la N-VA. Je pense que Didier Reynders a raison de ne pas fermer les portes à la N-VA à Bruxelles. Parce que si,*

de la même manière qu'au Fédéral, on arrive à mettre le communautaire de côté, cela peut donner une vraie nouvelle dynamique à Bruxelles.» Et donc, *«Didier Reynders ferait évidemment un bon ministre-président pour Bruxelles. C'est un homme dont les compétences politiques, financières et de gestion ne sont plus à démontrer.»*

La N-VA, justement, veut simplifier Bruxelles. Moins de communes, moins d'élus. Cela lui parle? *«A titre personnel, oui. Il va falloir étudier les impacts communautaires, mais si on peut garantir qu'on ne va pas avoir de surreprésentation néerlandophone dans les communes, je suis pour la simplification. Il faut moins de personnel politique. Bruxelles est une grande ville mais n'a pas besoin d'autant d'élus. J'en suis convaincue. Il y a trop de conseillers communaux et il y a trop de communes à Bruxelles. Je suis en faveur de la rationalisation de l'appareil public. Tout est tellement complexe qu'on ouvre inévitablement la porte à des dérives.»*